



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STOCKMEIER (ex QUARON)

3 rue de la Buhotière
ZI de la Haie des Cognets
35136 Saint-Jacques-De-La-Lande

Références : 2026_UD33_CRA_217

Code AIOT : 0005200707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement STOCKMEIER (ex QUARON) implanté ZI Auguste 4 chemin Auguste 33610 Cestas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKMEIER (ex QUARON)
- ZI Auguste 4 chemin Auguste 33610 Cestas
- Code AIOT : 0005200707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société STOCKMEIER exploite, sur la commune de Cestas, un site de stockage, de conditionnement et de distribution de produits chimiques. L'établissement stocke notamment :

- des substances et préparations dangereuses pour l'environnement, très toxiques pour les organismes aquatiques autorisées au titre de la rubrique 4510-1 de la nomenclature des installations classées,
- des substances toxiques par toutes voies, inhalation ou ingestion autorisées au titre des rubriques 4120-2-a, 4130-2-a et 4140-2 de cette même nomenclature,
- des liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 autorisées au titre de la rubrique 4331-2 toujours de cette même nomenclature.

Le site est classé SEVESO seuil bas par dépassement direct des rubriques 4510 et 4130-2.

L'établissement est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 1991, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 10 avril 2008 relatif aux rejets aqueux du site, et du 14 mars 2016 relatif aux mesures de maîtrise des risques.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	article 25-II	
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée de la société STOCKMEIER à Cestas a permis notamment de constater :

- que les fiches de données de sécurité des produits chimiques sont complètes, récentes et facilement accessibles par informatique ;
- que des consignes ont été mises en place, d'après l'exploitant, en cas notamment de déversement et d'incendie de produits chimiques ainsi sur les modalités de manipulation et de stockage de ces produits ;
- que des étiquettes très lisibles, décrivant les mesures à prendre notamment pour la protection des travailleurs, sont affichées sur les contenants des produits ;
- que les cuves de produits minéraux sont dans deux rétentions séparées (une pour les stockages d'acides et l'autre pour les stockages de bases) et que d'après l'exploitant :

- la cellule de stockage de réservoirs mobiles de liquides inflammables est reliée à un bassin de confinement via un avaloir en point bas et un siphon coupe-feu ;
- les GRV d'acides, de bases, d'oxydants et de liquides inflammables sont stockés dans des zones spécifiques sur rétentions munies de pentes et d'avaloirs reliés à des bassins de confinement.

- qu'au niveau de la zone de commande, les produits sont stockés sans rétention dédiée. D'après l'exploitant, ces produits sont stockés uniquement la journée en période d'activité, ils sont sous surveillance et sont sur rétention ;

- la conformité de l'état des stocks sur les matières dangereuses.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier qu'il ne peut pas y avoir de produits incompatibles dans un même bassin de confinement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée :

<p>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié une fiche de donnée de sécurité (FDS) d'acide chlorhydrique datée du 19/07/2023, une FDS d'hypochlorite de sodium datée du 08/08/2023, et une FDS d'acétone datée du 1/10/2022. Ces 3 FDS, établies par la société STOCKMEIER, étaient facilement accessibles par informatique et comportaient notamment les mentions de danger des produits stockés ainsi que les préconisations en matière de premiers secours, de moyens de lutte contre l'incendie, de mesures à prendre en cas de dispersions accidentelles, de manipulation et de stockage des produits et de protection individuelle. Les employés du site ont accès aux FDS par informatique. Ils ont également accès à une "fiche suiveuse" reprenant les éléments les plus importants des FDS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Des consignes concernant notamment les mesures de lutte contre l'incendie, les mesures à prendre en cas de déversement accidentel, les préconisations en matière de manipulation et de stockage des produits, sont établies, d'après l'exploitant pour les équipiers de premiers secours et affichées dans la zone de travail.</p> <p>En cas de contamination des produits, ces derniers sont éliminés au sein de la SIAP à Bassens, d'après l'exploitant.</p> <p>Il est à noter que les principales informations des FDS, relatives à la protection des travailleurs notamment, sont indiquées sur les étiquettes collées sur les contenants de manière très visibles. D'après l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une formation des équipiers de premiers secours, au nombre de 7 sur les 11 employés du site, est réalisée tous les 2 à 3 ans sur les risques liés aux produits chimiques et tous ans pour les nouveaux équipiers de première intervention et un recyclage est effectué tous les trimestres ; - un exercice POI est réalisé chaque année. <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence d'extincteurs, de PIA (au niveau du</p>

local de stockage des liquides inflammables notamment) et de RIA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les cuves de produits minéraux sont dans deux rétentions séparées (une pour les stockages d'acides et l'autre pour les stockages de bases).</p> <p>D'après l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la cellule de stockage de réservoirs mobiles de liquides inflammables est reliée à un bassin de confinement via un avaloir en point bas et un siphon coupe-feu ; - les GRV d'acides, de bases, d'oxydants et de liquides inflammables sont stockés dans des zones spécifiques sur rétentions munies de pentes et d'avaloirs reliés à des bassins de confinement.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie qu'il ne peut y avoir de produits incompatibles dans un même bassin de confinement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté, au niveau de la zone de commandes, que les différents produits chimiques (acides, bases, liquides inflammables et oxydants) sont mélangés. Néanmoins, l'exploitant a indiqué, à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> - que les produits stockés sur cette zone sont évacués dans la journée via 5 camions environ ; - que les produits stockés sur cette zone sont sous surveillance ; - que les éventuels déversements de produits sur cette zone sont confinés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié l'état des stocks du jour de l'inspection (10/10/2026). Cet état des stocks accessible de tous les sites STOCKMEIER, comprenait notamment : <ul style="list-style-type: none"> - le nom du produit ; - la rubrique ICPE associée ; - les mentions de dangers associées ; - les quantités stockées ; - la localisation des zones de stockage sur plan. Au regard de l'état des stocks vérifié, aucun dépassement des quantités autorisées de matières stockées n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite